



Nouveau Boycott de la FS-AC !



Ce vendredi 2 octobre 2026, est convoquée la formation spécialisée du comité social d'administration de l'administration centrale.

Séance après séance, **l'UNSa Justice SGAC** et la **CGT** alertent l'administration sur l'urgence d'un renforcement des personnels, sur la souffrance générée par les déplorables conditions de travail dans lesquelles ils doivent exercer, pressurisés par des heures de travail à rallonge, des burn-out, une épidémie de management toxique. **Nous alertons depuis des années sur les conséquences sur leur santé : épuisement professionnel, addictions, perte de sens, maladies professionnelles, accidents de service, de travail.**

L'UNSa Justice SGAC et la **CGT** dénoncent le manque de transparence de l'administration sur le traitement des préconisations médicales (dont le but est bien de garantir la santé et la sécurité des agents au travail. Nous alertons à nouveau sur les délais de traitement des dossiers par le conseil médical.

Devons-nous continuer de discuter sur des « plans d'action » qui ne débouchent sur aucune véritable avancée, comme nous avons toutes et tous pu le constater pendant les périodes de canicules ? Prenons par exemple l'ENG (dont le RSST n'était pas accessible les week-ends pour les stagiaires) qui a déployé des mesuretteurs durant cet été pour traiter la période de canicule, ou le bureau du cabinet qui s'assoit sur le règlement intérieur et permet l'accès au seul lieu végétalisé de Vendôme sous la pression de nos deux organisations syndicales !

Devons-nous continuer à discuter des éternelles réorganisations à répétition qu'aime tant Monsieur DARMANIN ? En effet, la Direction des Victimes et des Usagers (DVU), pourtant lancée en grande pompe et au pas de charge, se retrouve aujourd'hui au point mort. **Aucune explication n'a été fournie à nos collègues, laissés dans le flou le plus complet quant à leur avenir. En matière de respect pour les agents, on a connu mieux !**

Et que dire de l'expérimentation de l'**application Danaé** au bureau du cabinet ? Loin du « choc numérique » vanté par le Ministre, les agents subissent une double saisie absurde, couplée à des procédures papier lourdes et dépassées. Combinée à un sous-effectif chronique, cette situation a conduit à un retard abyssal de courriers. **Ce qui devait être un outil facilitant la tâche grâce à la dématérialisation s'est transformé, en une véritable usine à gaz, un cadeau empoisonné pour nos collègues !**

Alors que le **budget de frais de bouche du cabinet explose**, que les **personnels sont réquisitionnés à titre privé**, de nombreux collègues « nouveaux arrivants » affectés place Vendôme se voient entasser dans des bureaux d'un autre temps avec une pression telle, qu'ils n'ont d'autre choix que de subir et ne rien dire... **Là encore, nos deux organisations syndicales ne peuvent tolérer de tels comportements malveillants !**

Face à un tel constat, à la détresse et à la souffrance de nos collègues, **l'UNSa Justice SGAC** et la **CGT** refusent de servir de faire-valoir et ainsi, de siéger à une instance consultative pendant que le bien-être et la santé des agents s'effondrent dans l'indifférence générale.

Nous exigeons un retour immédiat à des conditions de travail dignes, au respect de la santé des personnels et à l'attribution de moyens pérennes.